



Plus d'investissements publics? **BANANA!**



Johan Albrecht
Senior Fellow

Le gouvernement est-il en mesure de dévier la récession en augmentant les investissements publics? Selon la théorie keynésienne, cela semble être une bonne stratégie, surtout lorsque les investisseurs privés hésitent. Les optimistes pensent qu'une augmentation des investissements publics pourrait en théorie compenser la perte d'emplois dans les secteurs de l'infrastructure. C'est déjà ça !

Mais dans quelle mesure est-ce réaliste d'accélérer les investissements publics ? Il y a certainement toute une série de travaux de routine, tels

la rénovation d'écoles ou la construction de ronds-points, qui pourraient être accélérés – à condition que cela soit faisable pour les entrepreneurs et les fournisseurs impliqués. Les vrais grands projets d'investissement public, comme l'aménagement de nouveaux axes de circulation sur et vers la Capitale, ne peuvent cependant pas être précipités. Les années nécessaires pour faire toutes les études et les rapports contrastent avec le supposé horizon de court terme de nos hommes et femmes politiques. Même pour des projets d'investissement moins spectaculaires, comme la construction de nouvelles prisons, stations d'épuration, centres d'accueil ou résidences sociales, ils se passent plusieurs années entre la décision initiale et le commencement des travaux. L'honorable objectif de vouloir accélérer les projets d'investissement public demande que nous repensions ces procédures. Mais notre temps de réflexion durera probablement plus longtemps que la récession.

Il n'y a pas que le gouvernement qui doit avoir une patience d'ange. Les projets privés – pensez aux nouvelles zones industrielles, aux espaces bureaux, aux centres de shopping, aux centrales thermiques, aux parcs éoliens, aux stades de sport, etc. – doivent aussi anticiper une procédure longue et couteuse. Et puis, plus les procédures sont longues, moins il y a de concurrence pour les consortiums avec le plus de moyens. Autrement dit, il est clair que la récession n'entraînera pas une vague d'investissements en 2009-2010.

Ceci dit, la Belgique n'est pas le seul pays dans lequel gouvernement et secteur privé ont tant de difficultés à faire passer des projets d'investissement. Toute société dans laquelle la société civile a son mot à dire se trouve tôt ou tard confrontée au syndrome BANANA, c'est-à-dire 'Build Absolutely Nothing Anywhere Near Anything or Anyone' (Ne construisez absolument rien, nul part et près de rien ni de personne). Rien que la formulation d'une intention d'investissement semble créer en un rien de temps un éventail de comités d'action. Surtout dans des régions densément peuplées, l'épidémie BANANA est très résistante aux arguments classiques de l'intérêt commun... Oui, bien sûr, nous sommes en faveur de l'énergie renouvelable, mais

cette installation de biométhane fait de notre quartier le carrefour des routes de la merde et du fumier... .Et c'est vrai qu'on a besoin de boulot dans notre région, mais ces industries ne pourraient-elles pas aller s'installer plus loin ?

“
Les années
nécessaires
pour faire toutes
les études et
les rapports
contrastent avec le
supposé horizon
de court terme de
nos hommes et
femmes politiques.”

C'est normal que les citoyens et comités d'action désirent défendre leurs intérêts. Après tout, on ne sait jamais quel sera l'impact d'un nouveau projet d'investissement sur les prix immobiliers ou sur l'environnement. Mais tout droit doit être marchandé de manière proportionnelle.

Dans un passé pas si éloigné que cela, les gouvernements belges ont fait des économies sur les investissements publics. C'est le chemin le plus facile car les conséquences des sous-investissements ne se font sentir que bien plus tard. Entre temps, nos villes subissent infarctus de circulation sur infarctus de circulation alors que l'opinion publique –comités d'action inclus – s'irrite des capacités insuffisantes des centres d'accueil et des prisons. Un mouvement de rattrapage s'impose pour nous et pour les générations futures. Sinon, comment voulez-vous que nos enfants payent nos pensions sur base d'une activité économique fondée sur une infrastructure obsolète ? Ce serait tout sauf un exemple de solidarité intergénérationnelle.

La récession peut nous rendre conscient que la stagnation économique ne peut être évitée qu'en investissant dans le futur. Mais est-ce qu'un projet d'investissement ambitieux peut encore être réalisé dans une fourchette financière et temporelle acceptable ? Cette question mérite plus d'attention politique et certainement un plan d'action.

Johan Albrecht
Senior Fellow

Onafhankelijke denktank en doetank voor duurzame economische groei en sociale bescherming.
"Think-tank" et "do-tank" indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.



Itinera Institute VZW-ASBL
Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles
T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69
info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org